

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION
G.A.E.C. DE LA VALANGLAISE
à LA JUMELLIERE

D3 - 2005- n° 818

ARRETE

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par Messieurs les Gérants du G.A.E.C. DE LA VALANGLAISE, dont le siège social est au lieu-dit "La Valanglaise" 49120 LA JUMELLIERE, afin de procéder à l'extension et aux modifications des conditions d'exploitation d'un élevage de volailles d'une capacité totale de 73 542 équivalents animaux, situé à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté prescrivant l'enquête publique à laquelle il a été procédé du lundi 9 mai au jeudi 9 juin 2005 inclus sur la commune de LA JUMELLIERE ;

Vu l'arrêté de prorogation de délai à statuer du 20 septembre 2005 ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de LA JUMELLIERE, CHANZEAUX, SAINT AUBIN DE LUIGNE, SAINT LAMBERT DU LATTAY, CHEMILLE et SAINT LEZIN ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur régional des affaires culturelles, du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du chef du service de la police de l'eau, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport du directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 20 septembre 2005 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 20 octobre 2005 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le plan d'épandage a été élaboré en respectant les contraintes réglementaires, et l'aptitude des sols permettant ainsi de prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que les sols présentant un risque de ruissellement ou d'érosion ont été pris en compte pour l'épandage des éléments phosphore ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er – Messieurs les Gérants du G.A.E.C. DE LA VALANGLAISE, dont le siège social est au lieu-dit "La Valanglaise" 49120 LA JUMELLIERE, sont autorisés à exploiter un élevage de volailles situé à la même adresse.

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le n° **2111.1°** de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockages des déjections sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (plan de masse en annexe 1).

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 73 542 équivalents animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduelles des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevages sur litières sèches.

Les murs et cloisons des bâtiments sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche d'une largeur minimale d'un mètre est mis en place à la sortie des bâtiments fixes.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation ainsi qu'un système de disconnection, lorsqu'il y a utilisation du réseau public et d'un réseau privé.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien de l'installation (bâtiment, matériel et annexes) et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduelles ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduelles est interdit.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4°.

Le stockage peut être fait exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Le stockage est réalisé au champ sur les futures parcelles d'épandages, à l'exception de certaines parcelles du 15 septembre au 15 novembre (voir relevé parcellaire en annexe 2).

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant au moins six mois. Ces ouvrages de stockage, lorsqu'ils sont à l'ait libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections solides produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages (à l'exception des piscines privées),
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles situées dans le même bassin versant,
- à moins de 35 m des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- du 15 septembre au 15 novembre sur les parcelles précisées sur le parcellaire joint en annexe 2,
- sur les terrains à forte pente,
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté zone vulnérable du 5 février 2004.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage,
- les volumes et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures et les rendements obtenus,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 mètres.

Cette distance peut être ramenée à 50 mètres tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation (annexe 2).

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à l'inspecteur des installations classées.

8° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Dans la mesure où le réseau hydraulique ne permettrait pas l'alimentation d'un ou plusieurs poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre normalisés, la défense contre l'incendie doit être assurée par une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

L'implantation de cette réserve doit être soumise pour avis aux services d'incendie et de secours.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

9° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien. Les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

10° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulière T	Emergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers, ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

11° Dysfonctionnements de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

12° Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 40 000 volailles de plus d'un mois)

A l'échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, doit être adressé au préfet de Maine-et-Loire. Il permet de réexaminer et, si nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation.

Le contenu de celui-ci est fixé par arrêté du 29 juin 2004, relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de LA JUMELLIERE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de LA JUMELLIERE et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de MM. les Gérants du G.A.E.C. DE LA VALANGLAISE dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et dans les mairies de LA JUMELLIERE, CHANZEAUX, SAINT AUBIN DE LUIGNE, SAINT LAMBERT DU LATTAY, CHEMILLE et SAINT LEZIN.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté du 18 novembre 1986.

Art.10 - Le Secrétaire Général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le Maire de LA JUMELLIERE, les Inspecteurs des installations classées et le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 25 NOV. 2005

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture

Jean-Jacques CARON

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.





Vu pour être annexé
à l'arrêté
en date du 25 NOV. 2005
ANGERS, le 25 NOV. 2005
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

Fabienne LEGE

- B1 Bâtiment d'élevage porc existant 453 m²
- B2 Bâtiment d'élevage porc existant 453 m²
- B3 Bâtiment d'élevage porc existant 480 m²
- B4 Bâtiment d'élevage porc existant 480 m²
- B5 Bâtiment d'élevage porc existant 485 m²
- B6 Bâtiment d'élevage porc existant 470 m²
- B7 Bâtiment d'élevage porc existant 510 m²
- B8 Bâtiment d'élevage porc existant 510 m²

Exploitation du GAEC DE LA VALANGLAISE " La Valanglaise " 49120 LA JUMELIERE

-  Bâtiment d'élevage faisant l'objet de la demande d'autorisation d'exploiter
-  Accès aux bâtiments existants
-  Haies existantes
-  Réseau d'évacuation des eaux pluviales

PUMIERE ET
FOSSÉ EXISTANTS
100 m² et 15 m³

HABITATION
EXPLOITANT

ETABLI
EXISTANT

STOCKAGE FOURRAGE

STABULATION VACHES ALLAITANTES

SILLO

STABULATION
TAURILLONS
GENISSES

PUMIERE
COUVERTE
290 m utiles

PLAN DE MASSE

Echelle : 1/750

HT		CE		PE		Habitat		Page		Commune		Sect		N° parcelle		Exportant		Surface initiale		Surface ponctuellement érodable après sollicitations réglementaires		Méthode d'évaluation		Sol hydromorphe		Surface suppl. érodable		Surface non érodable probable	
Page		N°		Fonction		Zone		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche		Fiche	
1		2		3		4		5		6		7		8		9		10		11		12		13		14		15	
2	1	ST-LAMBERT-DULATTAY	E	1	GAEC DE LA VALANGLOISE	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	0,74	
	2			2		0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	0,82	
	4			4		0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	0,35	
	5			5		0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	
	6			6		0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	
	7			7		0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	
	8			8		0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14	
	50			50		0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	
	51			51		0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	
	52			52		0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	
	53			53		1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	1,15	
	887			887		1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	
	900			900		0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	
	904			904		0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	
	1004			1004		1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	
	1018			1018		0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	
TOTAL LOT 1																													
2	2	ST-LAMBERT-DULATTAY	E	707	GAEC DE LA VALANGLOISE	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	0,20	
	711			711		0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	0,48	
	918			918		0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	
	919			919		0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	
	934			934		0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	0,27	
	935			935		0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	0,83	
	937			937		0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	0,47	
	938			938		0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	0,39	
	940			940		0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	0,23	
	941			941		0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	
	959			959		1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	1,83	
	990			990		1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	1,74	
	1128			1128		0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	
TOTAL LOT 2																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
3	3	LA JUMELLIERE	C	167	GAEC CHESNAIE	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	
	168			168		1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	1,81	
	170			170		2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	2,14	
	175			175		4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	
	176			176		0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	0,29	
	179			179		1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	1,57	
	237			237		1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08	
	243			243		2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10	
	244			244		2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	2,77	
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													
TOTAL GAEC DE LA VALANGLOISE																													

Page	101	Commune	Sect	N° parcelle	Existant	Surface initiale	Surface planifiée et possible surfaces existantes réglementaires	Mots d'exclusion	Sal hydromorphe	Surface pour la parcelle possible
6	6	LA JUMELLIERE	D	275 a	CHIRON DIDIER	1,37	1,37	PTS	0,00	0,00
				275		0,87	0,87	PTS	0,00	0,00
				TOTAL LOT 6		2,24	2,24		0,00	0,00
7		LA JUMELLIERE	D	283	CHIRON DIDIER	1,88	1,88			
				288		3,73	3,38	PTS		
				295		0,17	0,17			
				298		0,38	0,38			
				297		0,45	0,38			
				298		3,30	3,30			
				TOTAL LOT 7		9,75	9,75		0,00	0,00
8		LA JUMELLIERE	D	305	CHIRON DIDIER	1,84	1,84			
				308		0,80	0,80			
				TOTAL LOT 8		2,64	2,64		0,00	0,00
9		LA JUMELLIERE	D	221	CHIRON DIDIER	0,57	0,12	CE		
				222		2,00	1,81	CE		
				TOTAL LOT 9		2,57	1,93		0,00	0,00
7	10	LA JUMELLIERE	E	557	CHIRON DIDIER	1,32	1,23	FP		
				516		0,74		FP-CE		0,58
				517		0,03				
				567		0,04		FP		0,02
				568		3,48		FP		1,55
				565		0,09				
				584		0,48		FP		0,40
				583		1,38		FP		1,31
				588		0,98		FP		0,96
				TOTAL LOT 10		9,50	7,28		0,00	4,92
		TOTAL CHIRON DIDIER			(pages 4 à 7)	72,48	44,12		1,08	11,00
8		ST LAMBERT DU LATTAY	E	728	GFA GUBERDIERE	1,83	1,83			
				732		0,17	0,17			
				733		1,14	1,14			
				734		1,19	1,19			
				758		8,03	7,05	CE		
				774		1,40	1,28	CE		
				1077		0,79	0,79			
		ST AUBIN DE LUGNE	D	355		0,16	0,00	CE		
				356		0,46	0,00	CE		
				357		1,35	1,30	CE		
				358		1,03	0,84	CE		
				TOTAL		17,55	15,57		0,00	0,00

Impact et Environnement
Bâtiment et Environnement
57

